



2016



Résumé

DES PROMESSES AUX IMPACTS

Éliminer la malnutrition d'ici 2030

Parmi les obstacles auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui, rares sont ceux qui rivalisent en intensité avec la malnutrition, une condition qui touche directement 1 personne sur 3. La malnutrition se manifeste de bien des façons : problèmes de croissance et de développement chez l'enfant, des personnes qui n'ont que la peau sur les os ou qui sont moins résistantes aux infections, des personnes en surpoids ou qui risquent de contracter des maladies chroniques parce qu'elles consomment trop de sel, de sucre, ou de graisses, ou encore, des personnes déficientes en vitamines et minéraux importants. La malnutrition et l'alimentation sont de loin les plus grands facteurs de risque pour la charge mondiale de morbidité : tous les pays font face à un grave problème de santé publique du fait de la malnutrition. Les conséquences économiques représentent des pertes de 11 % du produit intérieur brut (PIB) chaque année en Afrique et en Asie, tandis que la prévention de la malnutrition engendre 16 dollars de retour sur investissement pour chaque dollar dépensé. Dans le monde entier, les pays ont ratifié les cibles en matière de nutrition, mais, malgré les quelques progrès réalisés ces dernières années, le monde est mal parti pour les atteindre. Ce troisième bilan de l'état de nutrition dans le monde met en évidence divers moyens d'inverser cette tendance et d'éliminer toutes les formes de malnutrition d'ici 2030.

Au cours de la décennie écoulée, la dynamique en faveur de la nutrition s'est progressivement intensifiée. En 2012, l'Assemblée mondiale de la santé adoptait les cibles mondiales de 2025 pour la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant. L'année suivante, elle fixait des cibles pour les maladies non transmissibles, y compris celles se rapportant à la nutrition. Également en 2013, lors du premier Sommet de la nutrition pour la croissance (N4G), les bailleurs de fonds s'engageaient à hauteur de 23 milliards de dollars EU en faveur d'actions visant à améliorer la nutrition. À la suite de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) en 2014, et de la récente consécration par les Nations Unies des années 2016 à 2025 comme Décennie d'action sur la nutrition, de plus en plus de personnes ont commencé à reconnaître l'importance de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. En 2015, les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies consacraient l'impératif d'« éliminer toutes les formes de malnutrition », mettant le monde au défi de penser et d'agir différemment sur le front de la malnutrition – de se pencher sur toutes ses facettes et de s'efforcer de l'éliminer, dans toutes les franges de la population, d'ici 2030.

Aujourd'hui, l'année 2016 offre de belles occasions de traduire cet engagement en action. Comptent au nombre de ces occasions l'adoption par les pays de leurs propres cibles relatives aux ODD, le processus en cours de Nutrition

pour la croissance et le leadership croissant du Japon en matière de nutrition, en prévision des Jeux olympiques et paralympiques de 2020 à Tokyo.

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* est le seul compte rendu annuel, indépendant et exhaustif, de l'état de la nutrition dans le monde. Il s'agit d'une initiative multipartenaire qui nous renvoie à nos succès et à nos échecs relativement à l'atteinte des cibles intergouvernementales de nutrition. Il documente les avancées enregistrées par rapport aux engagements pris sur la scène internationale et recommande les actions à mener pour accélérer ces progrès. Le *Rapport sur la nutrition mondiale* se veut un point de repère, sur fond d'exemples d'évolution et d'actions à mener. Le rapport de cette année a pour thème la prise – et la mesure – d'engagements SMART en faveur de la nutrition, et la définition des dispositions à prendre pour éliminer la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

1 La malnutrition provoque une cascade de défis individuels et sociétaux, et autant de possibilités.

La malnutrition et les mauvais régimes alimentaires sont le principal facteur de la charge mondiale de morbidité. Nous savons déjà que les pertes annuelles de PIB dues à l'insuffisance pondérale, aux problèmes de croissance chez l'enfant et aux carences en micronutriments avoisinent les 11 % en Asie et en Afrique – soit un chiffre supérieur aux pertes enregistrées pendant la crise financière de 2008 à 2010. Ce rapport présente de nouvelles données sur le coût de la malnutrition, tant pour les individus que pour les sociétés. Aux États-Unis, par exemple, lorsqu'un membre de la famille est obèse, le ménage doit faire face à des frais médicaux annuels supplémentaires équivalant à 8 % de son revenu annuel. En Chine, un diagnostic de diabète entraîne une perte de revenu annuel de 16,3 % pour les personnes atteintes. Tous ces chiffres signifient que le fardeau de la malnutrition nous touche tous durement, que nous en souffrions directement ou pas. Toutefois, ces coûts représentent aussi de vastes possibilités d'améliorer la situation humaine et économique, et le présent rapport fournit de nombreux exemples de pays qui ont saisi ces occasions pour améliorer la vie de leur population et la santé de leurs sociétés en luttant contre la malnutrition.

LA MALNUTRITION SOUS TOUTES SES FORMES



RETARD DE CROISSANCE CHEZ L'ENFANT
Taille insuffisante par rapport à l'âge



ÉMACIATION CHEZ L'ENFANT
Poids insuffisant par rapport à la taille



SURPOIDS CHEZ L'ENFANT
Poids excessif par rapport à la taille



SURPOIDS CHEZ L'ADULTE
Accumulation excessive de graisse, avec un indice de masse corporelle ≥ 25

Fe

CARENCE EN MICRONUTRIMENTS
Bilan ferrique, iodé, de vitamine A, de zinc et d'acide folique en deçà des seuils critiques



OBÉSITÉ CHEZ L'ADULTE
Accumulation excessive de graisse, avec un indice de masse corporelle ≥ 30



MALADIES NON TRANSMISSIBLES
Diabète, maladies cardiaques, et certains cancers

2 Le monde est mal parti pour atteindre les cibles mondiales, mais il y a de l'espoir.

Si la tendance se maintient, le monde n'atteindra pas les cibles mondiales de nutrition adoptées par l'Assemblée mondiale de la santé. Toutefois, cette évaluation cache d'importantes variations et quelques surprises, car beaucoup de pays sont en *bonne* voie d'atteindre les cibles en matière de retard de croissance, d'émaciation et de surpoids chez les enfants de moins de 5 ans, ainsi que d'allaitement maternel exclusif. Cependant, presque tous les pays sont en *mauvaise* voie d'atteindre les cibles en matière d'anémie chez la femme, et de surpoids, de diabète et d'obésité chez l'adulte. L'obésité et le surpoids, qui sont en hausse sur tous les continents et dans presque tous les pays, représentent aujourd'hui un défi mondial écrasant. Le nombre d'enfants de moins de 5 ans qui sont en surpoids se rapproche du nombre de ceux qui souffrent d'émaciation. Ce titre cache aussi des variations régionales : le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance diminue sur tous les continents sauf en Afrique et en Océanie, tandis que le nombre d'enfants de moins de 5 ans en surpoids augmente le plus rapidement en Asie. Derrière ces chiffres assez sombres se profile néanmoins une lueur d'espoir : de modestes évolutions pourraient mettre nombre de pays sur la voie des cibles mondiales. Ce rapport fait état des domaines qui signalent ces possibilités.

3 La nutrition est au cœur des objectifs de développement durable.

Au moins 12 des 17 objectifs de développement durable contiennent des indicateurs qui sont fortement axés sur la nutrition, reflétant ainsi le rôle central que joue la nutrition dans le développement durable. L'amélioration de la nutrition constitue une plateforme pour les avancées en matière de santé, d'éducation, d'emploi, d'autonomisation des femmes, et de réduction de la pauvreté et des inégalités. De leur côté, la pauvreté et les inégalités, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'éducation, les systèmes alimentaires, le changement climatique, la protection sociale et l'agriculture ont tous un impact important sur les résultats nutritionnels. Le rapport montre que le pouvoir et le statut des femmes constituent un important facteur de malnutrition : les mères de moins de 18 ans sont plus susceptibles d'avoir des enfants souffrant d'un retard de croissance, tandis que cette affection est moins fréquente chez les enfants dont la mère a un diplôme d'études secondaires. Il importe par conséquent d'incorporer les cibles de nutrition dans les secteurs sociaux et de développement, où bon nombre de gouvernements dépensent plus de 30 % de leur budget, et de mesurer les impacts des dépenses dans ces secteurs sur la nutrition de la population.

4 Les engagements actuels ne correspondent pas aux besoins.

Compte tenu de l'ampleur du problème de la malnutrition, les dépenses actuelles pour le surmonter sont trop faibles. Les analyses révèlent que 24 gouvernements à revenu faible et intermédiaire dédient à peine 2,1 % de leurs dépenses à la réduction de la sous-alimentation, tandis qu'ils consacrent un total de plus de 30 % à l'agriculture, l'éducation, la santé et la protection sociale. Les allocations des bailleurs de fonds aux interventions spécifiques à la nutrition stagnent à 1 milliard de dollars, mais nous estimons que leurs allocations à la nutrition par le biais d'autres secteurs sociaux et de développement augmentent. Les dépenses destinées à combattre les maladies non transmissibles (MNT) liées à la nutrition semblent insuffisantes elles aussi. Il ne nous est pas possible d'établir, à l'heure actuelle, le montant que les gouvernements consacrent à la lutte contre ces maladies. En 2014, les bailleurs de fonds ont dépensé 611 millions de dollars pour lutter contre tous les types de maladies non transmissibles – ce qui représente moins de 2 % de leurs dépenses de santé totales. Par ailleurs, bien que les MNT liées à la nutrition représentent près de la moitié de l'ensemble des décès et des cas d'invalidité dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les nouvelles données présentées dans ce rapport indiquent que les bailleurs de fonds ont consacré à peine 50 millions de dollars à ces typologies de MNT en 2014.

5 Les cibles et engagements SMART comptent.

Le rapport constate que les bailleurs de fonds et les gouvernements qui ont accordé la priorité à la nutrition dans leurs documents politiques ont dépensé davantage pour la nutrition. Les entreprises affichant des engagements plus fermes en faveur de la nutrition sont plus à même de fournir des produits, une démarche commerciale et un étiquetage favorisant la nutrition. Les pays qui fixent des cibles relatives à la sous-alimentation réduisent aussi plus rapidement le retard de croissance. Malgré tout, les analyses révèlent que la plupart des plans de nutrition ne renferment pas l'ensemble des cibles mondiales de nutrition et que, même lorsque les pays se sont fixé des cibles, seuls les deux tiers d'entre elles obéissent aux principes SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes, limités dans le Temps). De plus, seuls 30 % des pays se sont dotés de cibles pour la réduction de l'obésité, du diabète et de la consommation de sel dans leur plan national de lutte contre les MNT. En ce qui a trait au N4G, notre analyse montre que seuls 29 % des engagements de 2013 obéissent aux principes SMART et que la majorité d'entre eux ne précisent pas *quels* types de malnutrition ils cherchent à combattre.

Spécifique
Mesurable
Atteignable
Réaliste
Temps
(limité dans le)

6 Le passage de la parole aux actes s'impose.

Le rapport souligne la nécessité de renforcer considérablement la mise en œuvre tant des politiques que des programmes. En effet, les politiques et les programmes de base en faveur de l'allaitement maternel accusent de graves retards : seuls 36 % des pays mettent en œuvre l'ensemble ou nombre des dispositions du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Aucun pays n'a adopté une approche globale réglementant la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées destinés aux enfants. Les deux tiers des pays n'affichent aucune avancée dans la mise en œuvre des trois principales recommandations de l'OMS pour favoriser une alimentation saine (réduction du sel, réduction des gras trans et saturés, et mise en œuvre des recommandations de l'OMS sur la commercialisation d'aliments ciblant les enfants). Dans le même ordre d'idées, l'intensification des programmes ciblant directement la sous-alimentation a été lente et inéquitable. Les mécanismes de coordination des actions entre les différents secteurs constituent un maillon clé pour le succès de la mise en œuvre, mais, pour faire une différence, il importe qu'ils s'appuient sur des ressources humaines et financières, ainsi que sur un soutien de haut niveau.

7 Les données et connaissances actuelles sont insuffisantes pour maximiser les investissements.

Le rapport appuie l'appel à une révolution des données sur la nutrition. La pénurie de données nous empêche de cerner les avancées réelles à l'échelle mondiale et nationale, et d'en tirer des enseignements. Elle cache aussi les inégalités au sein des pays, rendant plus difficile aux gouvernements la possibilité de s'informer de leur existence et aux autres acteurs de tenir les gouvernements pleinement redevables. Le rapport recommande la désagrégation des données afin de mieux cerner les foyers de malnutrition : dans une analyse de plus de 50 pays, le retard de croissance dans la région infranationale

présentant le taux le plus élevé est 3 fois supérieur à celui de la région infranationale présentant le taux le plus faible. Dans 13 pays, les taux de retard de croissance dans le quintile le plus riche de la société dépassaient les 20 %, ce qui vient contredire la notion selon laquelle un revenu plus élevé équivaut forcément à une bonne nutrition. Nous sommes aux prises avec de graves déficits de données en ce qui concerne les dépenses consacrées aux actions favorisant la nutrition et celles luttant contre l'obésité et les MNT liées à la nutrition, la couverture et l'impact des programmes s'attaquant à toutes les formes de malnutrition, l'état nutritionnel des 60 millions de personnes déplacées par les conflits, et la prévalence et les tendances de la malnutrition dans les États fragiles. Enfin, nos connaissances sont insuffisantes pour comprendre les épisodes de succès et de stagnation et les facteurs sous-jacents de l'obésité et des MNT.

APPELS À L'ACTION

1 Faire le choix politique d'éliminer toutes les formes de malnutrition.

Certes, nous sommes mal partis pour atteindre les cibles de nutrition. L'anémie, par exemple, décline tellement lentement qu'au rythme actuel, nous atteindrons la cible mondiale plus près de 2130 que de 2030. Loin de régresser, l'obésité et le surpoids sont au contraire en hausse, ce qui met en péril les cibles mondiales de nutrition. Toutefois, ce sombre tableau peut évoluer : la réduction spectaculaire de la malnutrition au Brésil, au Pérou, au Ghana et dans l'État indien du Maharashtra a été impulsée par des gouvernements et d'autres acteurs qui ont pris des engagements – et qui les ont respectés. En définitive, l'élimination de la malnutrition est un choix politique que doivent faire les dirigeants, bailleurs de fonds, organisations de la société civile et entreprises aux échelons international, national et infranational. Le fait de prendre des engagements SMART en faveur de la nutrition tracerait une trajectoire de développement différente pour les pays – et les populations – du monde entier.

CIBLES MONDIALES DE NUTRITION POUR 2025



RETARD DE CROISSANCE CHEZ L'ENFANT
Réduire de 40 % le nombre d'enfants présentant un retard de croissance



ÉMACIATION CHEZ L'ENFANT
Réduire et maintenir au-dessous de 5 % l'émaciation chez l'enfant



ENFANTS EN SURPOIDS
Pas d'augmentation du pourcentage d'enfants en surpoids



ANÉMIE
Réduire de 50 % l'anémie chez les femmes en âge de procréer



ALLAITEMENT EXCLUSIF AU SEIN
Porter les taux d'allaitement exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50 %



INSUFFISANCE PONDÉRALE À LA NAISSANCE
Réduire de 30 % l'insuffisance pondérale à la naissance

STOPPER LA HAUSSE DE LA PRÉVALENCE DE :



SURPOIDS CHEZ L'ADULTE



DIABÈTE CHEZ L'ADULTE
(taux élevé de sucre dans le sang)



OBÉSITÉ CHEZ L'ADULTE

Rendez-vous en ligne pour consulter :

- le *Rapport mondial sur la nutrition* dans son intégralité,
- les profils nutritionnels de 193 pays, 28 régions et sous-régions, ainsi que les bases de données
- outils de visualisation des données mondiales
- articles de blog



#NutritionReport @GNRRreport

2 Investir davantage et mieux répartir les fonds.

L'investissement dans l'élimination de la malnutrition est l'une des mesures les plus rentables que puissent prendre les gouvernements : chaque dollar investi dans des programmes de nutrition éprouvés offre un retour de 16 dollars. Pour respecter les étapes mondiales clés en matière de nutrition, il reviendra aux gouvernements et aux bailleurs de fonds de tripler leurs engagements en faveur de la nutrition au cours de la prochaine décennie. Une augmentation rapide des dépenses et l'amélioration subséquente de la nutrition sont possibles, comme l'atteste par exemple l'État indien du Maharashtra sur le front de la lutte contre la sous-alimentation. Par ailleurs, les gouvernements, les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds et les entreprises doivent redoubler d'efforts pour veiller à ce que les budgets dans divers secteurs – agriculture, éducation, systèmes alimentaires, systèmes de santé, protection sociale, et eau, assainissement et hygiène – consacrent davantage de ressources à l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes. Davantage de ressources doivent être consacrées au renforcement des capacités de lutte contre l'obésité, le diabète et autres MNT liées à la nutrition. Enfin, il nous faut commencer à percevoir les investissements en faveur de la nutrition comme autant de vecteurs de la croissance économique, plutôt que de considérer l'amélioration de la nutrition comme le résultat de la croissance économique.

3 Recueillir les données appropriées pour maximiser les investissements.

Les déficits de données représentent un obstacle considérable aux avancées en matière de nutrition à travers le monde. Chaque pays a un contexte nutritionnel différent et devrait recueillir les données nationales et infranationales dont il a besoin pour comprendre sa propre situation et agir en conséquence. Dans l'esprit des ODD, les gouvernements, bailleurs de fonds, entreprises et organisations de la société civile devraient assurer le suivi – et rendre compte régulièrement – de leurs dépenses et de leur impact sur toutes les formes de malnutrition, à savoir le retard de croissance, l'émaciation, l'anémie, l'allaitement maternel exclusif, l'obésité et les maladies non transmissibles.

4 Investir dans l'application de solutions éprouvées, et dans l'identification de nouveaux moyens.

À l'heure actuelle, nous disposons de suffisamment d'expérience, de données et de preuves pour améliorer les résultats nutritionnels. Les exemples du Brésil, du Ghana, du Pérou et d'autres pays, présentés dans ce rapport, peuvent éclairer les approches nationales. Nous savons quelles interventions sont les plus efficaces pour lutter contre la sous-alimentation. Nous

savons quelles politiques publiques ont de bonnes chances d'infléchir la malnutrition sous toutes ses formes. Nous avons appris qu'il est important de travailler avec les citoyens et la société civile afin de mettre sur pied des mécanismes de gouvernance intersectoriels. D'un autre côté, les gouvernements, les bailleurs de fonds et les chercheurs devraient s'efforcer de combler les déficits de connaissances qui freinent l'action : par exemple, notre manque de connaissances sur les facteurs sous-jacents de l'émaciation, de l'allaitement maternel non exclusif, de l'obésité et du surpoids nuit à notre capacité à mobiliser des ressources en dehors du secteur de la santé pour les prévenir. Le fait d'en savoir plus sur les raisons pour lesquelles certains pays arrivent mieux que d'autres à surmonter les obstacles à la mise en œuvre et à l'atteinte de taux de couverture élevés dans les programmes de nutrition nous aidera à éliminer les goulots d'étranglement. De plus, la découverte de moyens à la fois novateurs et moins coûteux du point de vue de l'utilisation des données infranationales existantes – et de la collecte de nouvelles données au besoin – aidera à faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte dans l'ère des ODD.

5 Lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

C'est aux gouvernements, aux entreprises, aux organisations de la société civile et aux individus qu'incombe la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. Cela revient à faire en sorte que les gouvernements des pays à revenu faible ou intermédiaire réduisent impérativement la sous-alimentation avant que l'obésité et les maladies non transmissibles liées à la nutrition ne deviennent encore plus accablantes, qu'ils intègrent la prévention et le contrôle du diabète et de l'obésité dans leur plan de nutrition et mettent en œuvre les politiques et interventions capables de les combattre, que les pays de l'OCDE tirent les enseignements des expériences vécues ailleurs dans le monde afin d'améliorer leurs stratégies nationales de lutte contre l'obésité et les MNT, que les bailleurs de fonds élargissent la portée de leurs activités de façon à reconnaître la menace que les maladies non transmissibles liées à la nutrition et l'obésité représentent pour la nutrition dans le monde, que toutes les parties prenantes redoublent d'efficacité dans leurs investissements et politiques en identifiant et en mettant en œuvre des actions à double fonction qui luttent contre plusieurs formes de malnutrition à la fois, et enfin, que toutes les parties prenantes intègrent la « nouvelle normalité » en matière de lutte contre la malnutrition, sous toutes ses formes, au même endroit, au même moment – un problème pour près de la moitié des pays de la planète.

Le présent résumé a été préparé par les auteurs du *Rapport mondial sur la nutrition 2016*.

Cette publication a fait l'objet d'un examen par les pairs. Toutes les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires ou de toute autre organisation partenaire ayant contribué au *Rapport sur la nutrition mondiale 2016*. Les frontières et les dénominations utilisées n'impliquent pas leur reconnaissance ou leur acceptation officielle par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

International Food Policy Research Institute

2033 K Street, NW, Washington, DC 20006-1002 USA | T. +1-202-862-5600 | F. +1-202-467-4439 | Email : ifpri@cgiar.org | www.ifpri.org

Copyright © 2015 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés. Pour toute autorisation de reproduction, prière de communiquer avec ifpri-copyright@cgiar.org.

DOI: 10.2499/9780896299955